



## Déclaration de l'UNSA éducation au CTPD du 22 janvier 2009

Nationalement, la carte scolaire est toujours marquée sur le fond par la politique budgétaire gouvernementale et cette année particulièrement par la réforme de la formation des enseignants, communément appelée masterisation.

### **Sur la politique budgétaire :**

Le gouvernement persiste dans sa logique destructrice. L'éducation nationale paie un lourd tribut au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux : en trois ans, plus de 50.000 emplois auront été supprimés. Les écoles et les établissements sont victimes de la désastreuse politique budgétaire du gouvernement.

Au moment où l'État réussit à trouver 3 milliards pour les restaurateurs, il fait payer une addition particulièrement salée à l'éducation nationale.

### **Sur la masterisation :**

Le SE-UNSA a combattu et combat toujours avec constance la réforme liée au recrutement des enseignants. Celle-ci nuira gravement à la professionnalisation des futurs enseignants donc à l'efficacité du système éducatif et est de surcroît destructrice d'emplois.

En effet, la formation des nouveaux professeurs stagiaires est maintenant réduite et organisée sur le principe du tiers temps. La comptabilisation de ces moyens dans les moyens d'enseignement entraîne une diminution d'emplois dans les établissements.

Ainsi ce sont 3300 équivalents temps plein dans le second degré et 2300 dans le premier degré qui sont supprimés.

Enfin, comme il a été dit précédemment dans la déclaration commune, nous dénonçons le report de la carte scolaire du premier degré après les élections régionales. A l'image des dernières élections municipales, la politique politicienne prend le pas sur l'éducatif et la gestion des personnels.

### **Conséquences de ces mesures au niveau académique (second degré):**

En 2010, dans l'académie de Rouen, ce sont, 139 emplois d'enseignants qui vont disparaître dans le second degré : (22 + 117 liés aux stagiaires).

Dans les collèges et SEGPA, il est prévu de supprimer 30 ETP dans l'académie pour 279 élèves attendus en plus. Nous pensons, à l'UNSA Education, qu'un solde positif d'élèves devrait se traduire par un solde positif d'emplois.

### **Conséquences de ces mesures au niveau départemental pour les collèges et SEGPA :**

Dans l'Eure, 10 ETP supplémentaires pour une augmentation de 470 élèves (soit 1 emploi pour 47 élèves).

En Seine-Maritime, 40 ETP supprimés pour 159 élèves prévus en moins (soit 1 emploi pour 4 élèves).

Dans l'Eure, le nombre d'élèves par division augmente de 2,4% et rejoint la moyenne nationale, méprisant ainsi la nature rurale de notre département. Les conditions d'enseignement vont de fait se dégrader.

Un dernier mot sur le retrait prévu de 24 emplois d'administratifs dans le programme soutien. Si ces suppressions sont moins importantes que par les années passées, elles n'en demeurent pas moins inacceptables, d'autant que si nos informations sont bonnes, elles frapperont de nouveau les personnels du rectorat et des inspections d'académie. Nous réitérons notre soutien aux personnels administratifs de ces services et exigeons que ces mesures de retraits et leur impact sur les services soient discutés lors du CTP spécial avec les représentants du personnel, CTP spécial obtenu par l'action de l'UNSA Education.

Dans tous les cas, nous n'accepterons aucune dégradation dans la gestion des personnels, quelles que soient leurs catégories.